



05 octobre 2021

Grève et mobilisation pour gagner

Depuis des années les politiques publiques d'austérité ont dégradé considérablement nos conditions de travail et notre pouvoir d'achat.

Tous les signaux sont au rouge concernant la lutte contre le réchauffement climatique, contre l'extinction d'espèces, contre les catastrophes de plus en plus régulières et intenses ...

Pourtant le Président de la République et son gouvernement choisissent une nouvelle fois de sacrifier dans le budget 2022 nos ministères et le service public pour défendre l'écologie, l'environnement, l'aménagement du territoire, les transports ... Alors que le bateau coule, ils écopent avec une petite cuillère !

Le projet de loi 3DS, présenté par la ministre Gourault en décembre 2017 pour répondre aux besoins et à l'urgence est un miroir aux alouettes. Ce n'est pas en transférant le pouvoir à tel ou tel potentat local que le service public retrouvera des moyens d'actions. Au nom de l'amélioration de la proximité avec les citoyens, c'est surtout une dérobade politique qui les obligera à devenir arbitre du manque de moyens décidé au plus haut sommet de l'Etat.

Nos organisations revendiquent bien plus que l'arrêt des suppressions d'effectifs. Nous exigeons un réarmement massif du MTE, MCTRCT et du MM.

Alors que la masse salariale de nos ministères est de l'ordre de 3 % pour 60000 agents (5 % avec la prise en compte des retraites). L'embauche de dizaines de milliers d'agents sous statut impacterait très peu ses finances, mais donnerait des moyens considérables d'action.

Il ne s'agit pas pour ce gouvernement d'une question de budget, mais d'une question idéologique. Tout est mis en œuvre pour rendre le service public inefficace et finalement revendiquer sa tête !

Tout y passe, y compris la réduction des salaires des agents par rapport au coût de la vie, pour que les agents eux-mêmes remettent en cause leurs rémunérations et leurs conditions de travail.

Les négociations salariales qui se sont ouvertes le 21 septembre avec la ministre de la fonction publique n'augurent rien de bon, alors que la revalorisation du point d'indice, donc des salaires directs et des cotisations salariales et patronales, serait une mesure juste et efficace.

Le temps de travail est aussi un enjeu social et environnemental, c'est pourquoi nous défendons sa diminution à salaire constant et la possibilité pour les agents qui le souhaitent de travailler sur une semaine de 4 jours.

Depuis plus de 30 ans nos dirigeants s'acharnent à réformer notre système de retraite stabilisé par le système redistributif. C'est la création de richesse des actifs qui paye les pensions des retraités. Ce qui manque surtout pour les retraités ce sont des ressources, alors que l'État n'arrête pas de supprimer des cotisations en exonérant les entreprises. Le système de calcul assis sur les 6 derniers mois des agents publics est équivalent au 25 meilleures années pour les salariés du privé. Le changement que veut imposer ce gouvernement, c'est surtout diminuer les pensions, alors que chaque actif se prive tout au long de sa vie professionnelle d'une partie de son salaire qui lui est versé à la retraite. En outre, les retraités ne sont pas des voitures, il faut supprimer le bonus-malus des retraités !

**Ne laissons plus faire ce gouvernement,
prenons les choses en main, revendiquons.**

**Le 5 octobre vous avez donc 8 bonnes raisons de vous mettre en
grève et de manifester :**

- **défendre les missions et les emplois publics, et particulièrement ceux pour lutter efficacement afin de permettre un avenir aux générations futures**
- **retrouver une juste rémunération permettant de garantir un niveau de vie compatible avec un épanouissement humain équilibré ; et dans l'immediat, augmenter nos revenus et nos cotisations**
- **réduire les inégalités sociales entre actifs et privés d'emploi en réduisant le temps de travail sans perte de salaire**
- **La possibilité d'une semaine de travail sur 4 jours**
- **préserver la retraite par répartition et son calcul en améliorant son financement par l'arrêt des exonérations sociales qui tarissent ses financements**
- **Le retrait du projet de loi 3DS du calendrier parlementaire**
- **La fin des plans de restructurations et des restructurations de services**
- **L'arrêt du RIFSEEP qui individualise les rémunérations qui creuse les inégalités**